

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZIEGLER FRANCE

ZI de Verpilleux - Rue de la Talaudière
BP 539
42007 Saint-Étienne

Références : UiD4243-DSSP-023-0480
Code AIOT : 0006103462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement ZIEGLER FRANCE implanté ZI de Verpilleux - BP 539 - 42007 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZIEGLER FRANCE
- ZI de Verpilleux - BP 539 - 42007 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

Par arrêté préfectoral n° 16639 du 25 octobre 1989, le site était autorisé à exercer différentes activités relevant de la nomenclature des installations classées, dont une activité d'entreposage relevant du régime de l'autorisation au titre de l'ancienne rubrique 183 ter de la nomenclature des installations classées (devenue depuis la rubrique 1510, volume de l'entrepôt : 52 760 m³).

Cet arrêté est devenu caduc suite à une suspension d'activité de plus de 3 ans consécutifs (arrêté de suspension d'activité en date du 18 décembre 2008) conformément à l'article R. 512-74 du code de l'environnement.

La cessation définitive d'activité a été notifiée par l'exploitant au préfet le 29/08/2012. L'arrêté préfectoral du 11/02/2016 précise les modalités de cessation définitive des activités exercées sur le site.

La société ZIEGLER exerce principalement une activité de messagerie (transport de marchandises).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- cessation d'activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La cessation définitive d'activité n'a pas été menée à son terme. Aucuns travaux de réhabilitation n'ont été réalisés.

Le foncier détenu par la société ZIEGLER a été vendu. Le site est actuellement en travaux : une partie du bâtiment historique a été détruite. Un nouveau bâtiment est en cours de construction sur

la partie Sud-Ouest de la parcelle pour accueillir les activités de la société ZIEGLER.

Le reste du bâtiment historique sera également détruit lorsque le déménagement aura été opéré dans le nouveau bâtiment.

Bien que la société ZIEGLER ne soit plus propriétaire du terrain, elle reste responsable de la réhabilitation du site en tant que dernier exploitant ICPE. Les dispositions contenues dans l'arrêté préfectoral du 11/02/2016 restent applicables.

Cependant un tiers intéressé (par exemple le nouveau propriétaire du terrain ou l'aménageur) peut demander à se substituer à l'exploitant pour réaliser les travaux de réhabilitation, en application de l'article L. 512-21 du code de l'environnement. La procédure est décrite aux articles R. 512-76 à R. 512-81 du code de l'environnement.

En l'absence d'activation du dispositif de "tiers-demandeur", la société ZIEGLER devra procéder aux modalités de cessation d'activité prescrites dans l'arrêté du 11/02/2016 sus-cité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Cessation d'activité (2)	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 21/12/2023, article R511-9	Sans objet
2	Situation administrative (2)	Code de l'environnement du 21/12/2023, article R511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune activité classée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement n'est exercée sur le site. La procédure de cessation définitive d'activité est à mener à son terme.

Le mémoire de réhabilitation est à transmettre. Les travaux nécessaires à la surveillance des eaux souterraines sont à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/12/2023, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, classement rubriques
Prescription contrôlée : Situation de l'installation vis-à-vis de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées : "Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés

pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (A-1)

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ (A-1)

b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ (E)

c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ (DC).

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes."

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite l'état des stocks de marchandises sur le site et l'évaluation du volume de son entrepôt.

L'état des stocks indique une quantité de matière stockée de 88 tonnes.

Suite à des travaux de démolition partielle du bâtiment, le volume de l'entrepôt est estimé à environ 25 000 m³. Cette évaluation est cohérente avec le volume initialement connu de l'inspection.

La visite sur place a permis de constater qu'il n'y avait pas d'autres matières stockées.

L'activité principale est l'activité de messagerie (transport de marchandises). L'activité de stockage constitue un complément d'activité.

Compte-tenu de la quantité de matière stocké, le site est non classé au titre de la rubrique 1510.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : situation administrative (2)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/12/2023, article R511-9

Thème(s) : Situation administrative, classement rubriques

Prescription contrôlée :

Classement au regard des rubriques 1435 et 4734 de la nomenclature des installations classées

1435. Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

1. Supérieur à 20 000 m³ (E)

2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC).

4734. Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :

Essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :

1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :

a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2)

b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E)

c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)

2. Pour les autres stockages :

a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2)

b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)

c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC).

Constats : Les installations de stockage et de distribution d'hydrocarbures ont été démantelées. L'exploitant a transmis une attestation de vidange, dégazage et destruction de 3 cuves en ferrailles. Un BSD a également été transmis.
Observations : Concernant le BSD : le producteur identifié est la société Arnaud Démolition. Le code déchet employé 13 02 05* correspond à des huiles moteur. Il apparaît sans lien avec la destruction des cuves d'hydrocarbures. Il convient d'être vigilant sur le remplissage des BSD. L'émetteur du BSD est le producteur du déchet : en l'occurrence la société ZIEGLER pour des déchets dangereux évacués de son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé les forages de surveillance des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : cessation d'activité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, mesure de gestion
Prescription contrôlée : A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, un mémoire de réhabilitation sera proposé en prenant en compte l'usage futur du site tel qu'il a été défini à l'issue de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.
Constats : Le mémoire de réhabilitation n'a pas été réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois